

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 29/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Dalkia

2-4 rue du suffrage universelle
77185 Lognes

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0006506455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement Dalkia implanté 1 AVENUE JEAN MOULIN QUARTIER ROUGEMONT PERRIN 93270 Sevan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans un contrôle inopiné des rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dalkia
- 1 AVENUE JEAN MOULIN QUARTIER ROUGEMONT PERRIN 93270 Sevan
- Code AIOT : 0006506455
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SEBIO est une chaufferie localisée à SEVRAN qui possède sur son site 4 chaudières au gaz, 2 chaudières biomasse (bois) et des moteurs de cogénération à l'arrêt depuis le 02/02/2024. Elle est à enregistrement sous la rubrique 2910 pour une puissance thermique totale de 36.5 MW, et à déclaration sous la rubrique 1532 pour un stockage de bois de 1 140 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise QUALICONSLT, en charge des mesures du contrôle inopinée air 2024 au sein du site, a été rencontrée sur site par l'Inspection le 23/10/2024. A ce moment, les mesures avaient été réalisées sur la chaufferie biomasse n°2 du site SEBIO.

Les mesures sur la chaufferie biomasse n°1 n'avaient pu être réalisées, car cette dernière était en maintenance au moment de la visite (ramonage). De même, la chaufferie gaz n°4 n'a pas pu faire l'objet de mesures, car elle était en panne à l'allumage. Les moteurs de cogénération, à l'arrêt depuis février 2024, étaient toujours en arrêt lors du contrôle inopiné.

Considérant que le contrôle inopiné devait se substituer au contrôle administratif prévu dans l'article 9.2.1 de l'APA du 13/06/2014, l'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai de 2 mois :

- de faire réaliser, conformément à l'article 9.2.1 de l'APA du 13/06/2014, le contrôle administratif annuel de la chaudière biomasse n°1;
- de transmettre toute information concernant la panne de la chaudière gaz n°4 et de transmettre les délais prévisionnels de réparation et de remise en service ;
- de faire réaliser, dès sa remise en service, conformément à l'article 9.2.1 de l'APA du 13/06/2014, le contrôle administratif du second semestre de la chaudière gaz n°4.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'entreprise QUALICONSULT s'est rendue sur site du 22/10 au 24/10 afin de réaliser le contrôle inopiné des rejets atmosphériques pour les conduits biomasse et gaz. Ce contrôle devait se substituer au contrôle administratif prévu dans l'article 9.2.1 de l'APA du 13/06/2014 (réalisé habituellement par l'APAVE, semestriellement pour les chaudières gaz et annuellement pour les chaudières biomasse). L'entreprise QUALICONSULT n'a pas pu mesurer les rejets de la chaudière biomasse n°1 sur le créneau prévu, car cette dernière subissait une opération de ramonage. Il n'était pas possible pour l'entreprise de repasser au cours de l'année 2024 pour effectuer les contrôles sur la chaudière biomasse n°1. De même, elle n'a pas pu mesurer les rejets de la chaudière gaz n°4, car à l'allumage celle-ci était en panne (défaut d'isolement ventilateur). Les moteurs de cogénération au sein du site n'étaient pas en fonctionnement lors du contrôle inopiné, comme en début d'année. Au moment de la visite, seules les mesures sur la chaudière biomasse n°2 avaient été réalisées, l'entreprise préparait les mesures sur les chaudières gaz. Aucun problème au niveau de la préparation et de la mise en place du matériel n'a été signalée par l'entreprise pour la chaudière biomasse n°2 et les chaudières gaz n°1 à 3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai de 2 mois, de: <ul style="list-style-type: none">• faire réaliser, conformément à l'article 9.2.1 de l'APA du 13/06/2014, le contrôle administratif annuel de la chaudière biomasse n°1 ;• transmettre les délais prévisionnels de réparation et de remise en service de la chaudière gaz n°4 ;• faire réaliser, dès sa remise en service, conformément à l'article 9.2.1 de l'APA du 13/06/2014, le contrôle administratif du second semestre de la chaudière gaz n°4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Prescription contrôlée : Les rejets doivent respecter les débits nominaux (en Nm ³ /h) et les vitesses d'éjection en marche continue maximale (en m/s) listées dans le présent article, pour chaque conduit.
Constats : Seule la vitesse d'éjection avait été mesurée de manière fiable au moment de la visite. Aucune anomalie n'a été signalée par l'entreprise en charge du contrôle inopiné sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite